



Vice-président de la CCIG, Gilles Rüfenacht estime qu'il faut pardonner ses vices à Pierre Maudet.
Keystone / Salvatore Di Nolfi

[Pierre Maudet, la campagne de la dernière chance](#) | épisode N° 13

Pierre Maudet et les valeurs de l'antichambre de la droite économique

par [Marc Guéniat](#) Publié le 16 mars 2021, 11:30. Modifié le 16 mars 2021, 12:02.

Pierre Maudet n'en finit pas de diviser. Après avoir dynamité le PLR tout du long d'un psychodrame dont l'ultime épisode s'est déroulé le lundi 8 mars (à lire [ici](#)) au moment où le parti devait se déterminer pour le second tour de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat, le candidat indépendant est parvenu à obtenir le soutien de la [Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève \(CCIG\)](#).

Mais, là encore, le prix à payer est lourd: quatre élus, dont deux conseillers nationaux, ont démissionné de la [CCIG](#) dans la foulée de cette décision, comme l'a révélé la *Tribune de Genève*. Une division qui s'explique par la liberté prise par le [comité de la Chambre](#), qui est passé outre l'avis de son [conseil économique](#), lequel ne recommandait pas de soutenir Pierre Maudet, a-t-on appris sur la RTS.

Le comité de la chambre a justifié son choix en deux mots: «*vote utile*». Dans un communiqué, l'instance, qui compte 2400 membres représentant quelque 130'000 emplois dans le canton, explique que cette décision répond à une «*volonté*», celle «*de conserver une majorité de droite au Conseil d'Etat, seule à même de préserver les intérêts des entreprises dans une situation conjoncturelle préoccupante*».

Volte-face

Le 11 février, [le directeur de la CCIG, Vincent Subilia](#), par ailleurs député PLR, déclarait pourtant à *Heidi.news* (dans l'épisode 5 à retrouver [ici](#)): «*Nous sommes au contact régulier avec des entrepreneurs qui nous disent leur lassitude face à l'affaire dite Maudet. Ils aspirent à tourner la page. Cela est d'autant plus vrai que la crise économique constitue leur priorité absolue. Si Pierre Maudet est réélu, ils craignent que cela ne soit préjudiciable à la collégialité, et donc à l'efficacité, de l'action du Conseil d'Etat.*»

Dans sa newsletter du 24 février, le même [Vincent Subilia](#) affirmait que Cyril Aellen était «*le candidat remplissant les conditions nécessaires pour renouer avec la sérénité de la vie institutionnelle*». Manifestement, ce soutien était indexé au succès du candidat PLR. La cuisante défaite au premier tour de celui-ci a rebattu les cartes, alors que Pierre Maudet a remporté le plus de suffrages à droite (nous l'expliquons [ici](#)). Le hic étant le passif plutôt chargé de l'indépendant.

Le choix politique

Dès lors, comme l'écrivait *Heidi.news* le dimanche 7 mars (à lire [ici](#)), cette droite, et notamment les milieux économiques, devaient se positionner. Fallait-il privilégier l'idéologie ou les valeurs et les institutions? L'UDC Yves Nidegger étant perçu comme infréquentable et Delphine Bachmann, la candidate PDC de dernière minute (dont vous pouvez relire l'interview [ici](#)), ayant peu de chances de l'emporter, la question se résumait à un choix entre Pierre Maudet et la verte Fabienne Fischer (dont vous pouvez relire l'interview [ici](#)). Cette dernière est jugée «très profilée à gauche, le genre qui désire planter des patates sur le tarmac de l'aéroport», caricature un proche de ces discussions.

Pour sa part, la Fédération des entreprises romandes (FER) a décidé de laisser la liberté de vote à ses membres. La faitière préfère s'accommoder du risque que le gouvernement bascule à gauche, pour deux ans. On peut gager qu'un tel scénario n'aurait rien de dramatique pour les milieux économiques. D'abord parce que le Grand Conseil demeure à majorité de droite. Et à supposer qu'un tel Conseil d'État se bolchévisse, comme le dit Yves Nidegger avec beaucoup de nuance, il y aurait toujours la possibilité de lancer des référendums et de regagner la majorité lors des élections générales de 2023.

Le précédent

D'ailleurs, lors de l'unique législature marquée par un exécutif à majorité de gauche qu'ait connu le canton depuis la Seconde Guerre mondiale, entre 2005 et 2009, on ne peut pas dire que les entreprises aient été effrayées. En charge des finances cantonales, l'écologiste David Hiler militait en faveur de la réforme de la fiscalité des entreprises. A l'aide d'une promotion économique active, de nombreuses multinationales se sont implantées dans le canton durant cette période. Le crédo politique affiché de ce gouvernement était le «ninisme» - ni hausse d'impôts, ni baisse des prestations.

Dès lors, la **CCIG** n'a-t-elle pas surévalué le danger que constitue, pour les milieux économiques, un Conseil d'État à majorité de gauche? Certains le reconnaissent officiellement. Mais pas **Gilles Rüfenacht**, vice-président de la chambre, qui a par ailleurs plaidé en faveur d'un soutien à Pierre Maudet lors de l'assemblée des délégués du PLR:

«L'orientation à gauche du gouvernement représenterait un risque majeur pour les entreprises. Dans cette campagne, Pierre Maudet est le candidat qui porte les intérêts de l'économie. C'est donc un choix pragmatique, issu d'un processus démocratique, qui fait abstraction des affaires.»

Abstraction? N'est-ce pas plutôt une caution apportée à un homme qui a menti à répétition, soustrait des revenus au fisc, été condamné en première instance pour acceptation d'un avantage et qui s'inscrit en rupture avec ses collègues du Conseil d'État?

Gilles Rüfenacht: *«La CCIG ne cautionne pas les erreurs commises par Pierre Maudet. Nous pensons qu'il en a tiré les leçons. Par ailleurs, nous ne sommes ni juges ni avocats. Notre rôle se limite à travailler en faveur des entreprises. Nous voulons le bien de Genève.»*

Quid des valeurs entrepreneuriales, volontiers mises en avant par la chambre - probité, vérité, responsabilité et respect des institutions? **Gilles Rüfenacht**: *«Ce sont effectivement les valeurs que nous défendons. J'ajouterais la capacité de pardonner, pour avancer.»* Il n'en dira pas davantage.

L'exception Pierre Maudet

On pourrait se poser d'autres questions. Quel entrepreneur conserverait un employé s'étant comporté comme Pierre Maudet? Quelle eût été la réaction des milieux économiques si un fonctionnaire avait commis de tels actes? Aurait-on réclamé un licenciement? Dans le cas de Pierre Maudet, à qui la CCIG semble avoir accordé son pardon au nom d'une appartenance commune à la grande famille de la droite genevoise, la réponse est non. Même si le candidat est possiblement appelé à incarner l'État, à servir d'exemple à des milliers de fonctionnaires et – on l'oublie souvent dans cette élection – à représenter Genève auprès d'instances nationales et internationales.

Ce soutien à Pierre Maudet est d'autant plus surprenant que cette élection ne comporte qu'une certitude: s'il est réélu, il ne pourrait diriger l'économie. Ou du moins pas les fonctionnaires actuellement occupés dans ce dicastère, ce qui supposerait de changer cette équipe - une situation inédite. Car la semaine dernière, le rapport d'expertise de l'ancien juge fédéral Fonjallaz a constaté que le style managérial musclé de Pierre Maudet a donné naissance à une «crise extraordinairement grave» au sein du Département du développement économique.

Enfin, il y a toujours le dossier pénal de Pierre Maudet, qui risque d'alimenter la chronique durant de longs mois, puisque magistrat a annoncé un recours contre sa condamnation (pour le verdict du procès, c'est [ici](#)) – tout comme le Ministère public d'ailleurs. L'ancien champion du PLR demeure malgré tout, pour la CCIG, le candidat le plus apte à rejoindre le collège cantonal.